

L'INDICATEUR

41

Mars 2014

Tableau de bord de conjoncture

N° 65

Désormais, la conjoncture fait l'objet d'un suivi en continu sur www.pilote41.fr. Les graphiques sont mis à jour dès qu'une nouvelle donnée est disponible. Une analyse par grand thème et une synthèse sont publiées régulièrement. Ce sont ces textes qui sont regroupés ici afin d'en conserver la mémoire.

L'EMPLOI TRÈS AFFECTÉ PAR LA CONJONCTURE INCERTAINE

La conjoncture nationale a terminé l'année sur une note hésitante, reportant à 2014 une reprise qui se fait toujours attendre. L'environnement international est certes un peu plus favorable, mais l'affaire ukrainienne fait planer de lourdes menaces sur le continent européen.

Comme souvent au cours de cette année 2013, les indicateurs plutôt bien orientés côtoient ceux qui dessinent des situations ou des évolutions négatives. L'**activité départementale**, telle qu'elle ressort des **chiffres d'affaires**, serait au moins au même niveau qu'au dernier trimestre 2012. Le recours à l'**intérim** est d'ailleurs lui aussi **plus élevé**. Le point le plus positif concerne les **investissements**, qui conservent une **bonne dynamique**, ainsi que la construction de nouveaux locaux d'activité. Les échanges internationaux de marchandises montrent une nouvelle **poussée des importations**, tandis que les **exportations** continuent à **s'effriter**. La balance commerciale du département (hors matériel militaire) est en conséquence franchement négative.

La **création d'entreprises** marque clairement le pas, tant pour les ressortissants de la CCI que pour les artisans ; les inscriptions du dernier trimestre sont certes d'un niveau équivalent à celles de l'automne 2012, mais le bilan annuel fait apparaître un repli de plus d'une centaine d'unités dans les deux cas.

L'**emploi** constitue à l'évidence une source de préoccupation. Il est **en recul** pour le dixième trimestre consécutif. Durant l'été (les statistiques de l'URSSAF sont publiées à T + 2), le **Loir-et-Cher aurait détruit 310 postes supplémentaires, soit au total 1 540 postes en moins sur 12 mois**. Un tiers de ces suppressions est imputable à l'intérim, mais les débours sont également importants dans l'industrie et la construction.

Cette dernière pâtit assurément d'un marché immobilier en plein marasme. En 2013, Le nombre des mises en chantier de **nouveaux logements est inférieur de 20 %** au total 2012. De surcroît, le constat est identique pour le montant des transactions dans l'immobilier ancien qui accuse un fléchissement très net en fin d'année.

A noter également par ailleurs une reprise franche du nombre de journées de **chômage partiel** consommées au cours du dernier trimestre ; elles sont 2 à 3 fois plus élevées que lors des trimestres précédents. Elles demeurent toutefois sans commune mesure avec les volumes impressionnants constatés en 2009.

Le rythme annuel de croissance du **chômage** s'amenuise (+ 6,2 %) et l'écart s'est nettement réduit avec la région ; le taux de chômage du Loir-et-Cher augmente un peu plus rapidement qu'aux niveaux géographiques supérieurs, mais **l'écart en faveur du département reste significatif**. Un aspect alarmant réside dans les effectifs des **chômeurs de longue durée** qui augmentent toujours fortement ; leur poids dans le total des demandeurs d'emploi atteint 36 %. La précarité gagne sans cesse du terrain : **augmentation de plus en plus soutenue du nombre de bénéficiaires du RSA**, davantage marquée en Loir-et-Cher que dans le Centre et la France, de même que pour les nouveaux dossiers de **surendettement**.

Signalons que les enquêtes nationales de conjoncture laissent espérer une reprise assez nette de l'activité dans l'industrie et les services. En revanche, les entrepreneurs de la construction du Centre n'entrevoient pas d'amélioration, au mieux une stabilisation.

publié le 12/03/2014

Entreprises et activité économique

Bon niveau des investissements et hausse des importations

L'activité nationale a terminé l'année 2013 sur une note mitigée. La demande à l'industrie en provenance de l'étranger s'est améliorée, mais la demande globale a stagné. Le climat des affaires s'est dégradé dans les services et le commerce de gros. Dans ce contexte toujours aussi troublé, le département aurait apparemment tiré son épingle du jeu. En effet, le montant des chiffres d'affaires du 4ème trimestre affiche une hausse de 0,9 % sur celui de l'automne 2012, alors qu'il est en recul de 1,1 % dans le Centre et de 0,7 % en France. Sur l'ensemble de l'année, 2013 aura fait un peu mieux que 2012 en Loir-et-Cher : + 2,3 %. Cette évolution est plus favorable que dans le pays (+ 1,6 %) et surtout la région (- 0,4 %).

De même, les investissements départementaux continuent de montrer une certaine vigueur qui tranche avec les résultats des territoires de référence, selon les informations communiquées par la direction départementale des Finances Publiques. Au 4ème trimestre, leur montant est supérieur de 11,2 % à celui de l'automne 2012, alors qu'une baisse de 8 % affecte l'ensemble de la région ; la tendance est également favorable en France (+ 5,7 %). La spécificité du département ressort encore plus nettement pour le cumul 2013 qui affiche une progression de 8,9 % en Loir-et-Cher, alors qu'il est en repli aux niveaux géographiques supérieurs (Centre : - 1,7 %, France : - 5,4 %). En revanche, les crédits d'équipement accordés aux entreprises départementales sont légèrement inférieurs à ceux du 4ème trimestre 2012 (- 0,7 %). Le cumul 2013 se situe dans la même tendance (- 1,6 %). Quelques investissements très importants ont été réalisés par des établissements appartenant à des groupes et on peut penser que les crédits nécessaires n'ont pas été systématiquement sollicités localement.

Pour le troisième trimestre consécutif, les nouvelles surfaces de locaux destinés aux activités mises en chantier sont supérieures à leurs homologues de 2012 (+ 4 % pour ce dernier trimestre). L'année 2013 affiche ainsi un total qui dépasse le précédent de 22 %. Cette évolution se situe entre celle de la région (+ 28 %) et celle du pays (+ 16 %). Le rebond est spécialement marqué dans l'hôtellerie et le commerce, important dans l'industrie (+ 35 %), plus modeste dans l'artisanat et l'agriculture. Les bureaux, la logistique et les équipements collectifs sont en recul. Les nouvelles autorisations délivrées laissent à penser que la dynamique pourrait se poursuivre en ce début 2014.

En lien sans doute avec les investissements, les importations départementales de marchandises ont fait un bond de 16 % par rapport au volume du 4ème trimestre 2012 ; elles sont en baisse dans le Centre et quasi-stables en

France. A l'opposé, les exportations (hors matériel militaire) subissent un nouveau recul de 4,6 % (Centre : - 3,2 %, France : - 0,8 %). Ces divergences d'évolution se retrouvent évidemment dans les cumuls 2013 : hausse de 5,6 % des importations en Loir-et-Cher et baisse de 6 % des exportations. La chimie a pris de l'importance dans les flux de même que le travail du cuir (maroquinerie de luxe) et la construction aéronautique et ses corollaires (dont les instruments de mesure et de navigation).

Au 31 décembre, le taux de couverture global est de 70,7 % pour le Loir-et-Cher (l'un des plus faibles enregistrés), contre 105,3 % dans le Centre et 85,6 % en France.

Poursuivant sur sa lancée de l'été, le nombre des embauches en intérim a continué son redressement : + 9,7 % sur l'automne 2012. Ces 2 hausses consécutives entraînent une augmentation de 5,1 % du cumul annuel.

La création d'entreprises se situe sensiblement au même niveau qu'au 4ème trimestre 2012, tant pour les ressortissants de la CCI que pour ceux de la CMA. Le bilan global 2013 traduit toutefois un repli assez net, avec environ 110 créations de moins pour chaque organisme. Les données définitives des radiations confirment une tendance à la hausse dans les deux cas, plus marquée toutefois pour les ressortissants de la CCI. Précisons toutefois que les disparitions d'auto-entreprises sont plus nombreuses du fait (principalement selon l'URSSAF) de la mise en œuvre des procédures de radiation automatique suite à 8 trimestres consécutifs sans chiffre d'affaires.

Sans atteindre les volumes impressionnants de 2009, le recours au chômage partiel s'est nettement accru en fin d'année. Les entreprises ont consommé environ 31 800 heures (données provisoires), soit 2 à 3 fois plus qu'au cours des trimestres précédents. Le total 2013 est d'ailleurs supérieur de 44 % à celui de 2012. La part des cotisations non recouvrées à l'échéance par l'Urssaf s'établit au 30 septembre à 1,75 % ; elle est pratiquement stable depuis maintenant 2 ans. Au 3ème trimestre, 1,8 % des établissements du Loir-et-Cher ont sollicité des délais de paiement auprès de l'URSSAF, contre 2,3 % pour l'ensemble de la région. Leur nombre a augmenté de 3 % en un an dans le Centre, mais s'est réduit de 2 % en Loir-et-Cher, seul département dans ce cas.

publié le 12/03/2014

Emploi et Marché du travail

Toujours des suppressions de postes au 3ème trimestre 2013

Au 3ème trimestre, le Loir-et-Cher a enregistré une nouvelle contraction de ses effectifs salariés ; il s'agit de la dixième baisse consécutive. Selon les données encore provisoires de l'URSSAF, le débours se monterait à 310 postes. Les résultats affinés pour les 2 trimestres précédents sont respectivement de - 290 (au lieu de 350) et - 430. Ils sont toujours plus modestes que les estimations initiales, et parfois de beaucoup. Hormis en Eure-et-Loir, tous les départements de la région ont enregistré une aggravation assez sensible de leurs pertes.

Les données les plus récentes doivent donc être considérées avec prudence. Il semblerait néanmoins que l'intérim, après son redressement du 2ème trimestre, ait à nouveau replongé durant l'été. A l'inverse, le commerce et l'industrie agro-alimentaire auraient rebondi.

Sur un an, le Loir-et-Cher aurait vu disparaître 1 540 emplois, dont 570 dans l'intérim, 370 dans l'industrie et 310 dans la construction ; pour cette dernière, cela représente

4 % des effectifs. Aucune évolution positive n'est à signaler parmi les grands secteurs d'activité ; tout juste peut-on pointer une quasi-stabilité dans le commerce. Les hôtels-café-restaurants ont à leur tour été atteints : 120 postes supprimés (- 3 %).

Les évolutions sur 4 trimestres par zone d'emploi (nouveau découpage) se situent dans le droit fil des précédentes. Contraction de 1 040 postes en Blaisois, imputable en grande partie à l'intérim et aux autres services (hors HCR). Diminution de 260 unités dans la zone de Vendôme (intérim et industrie). Baisse de 220 postes dans la zone de Romorantin, où les pertes, principalement industrielles (- 4,3 %), sont en partie compensées par des hausses dans les autres services et le commerce.

publié le 12/03/2014

Près de 15 000 chômeurs fin décembre

Le taux de chômage du Loir-et-Cher s'est de nouveau rapproché de ceux de la région et de la France, tout en leur restant inférieur. Au 30 septembre 2013, il s'établit à 9,6 %, soit une augmentation de 0,8 point en un an, contre 10 % pour le Centre (+ 0,6 point) et 10,5 % pour le pays (+ 0,6 point). Pour les 3 principales zones d'emploi (selon le nouveau découpage), les taux sont de 9,2 % dans celle de Blois (+ 0,6 point), 9,1 % dans celle de Vendôme (+ 1 point) et 10,7 % dans celle de Romorantin (+ 0,6 point).

Fin décembre, le Loir-et-Cher compte 14 983 demandeurs de catégorie A (n'ayant pas travaillé le mois précédent l'inscription) en données corrigées des variations saisonnières, soit une augmentation de 0,6 % sur les 3 derniers mois. Le rythme annuel continue toutefois à s'amenuiser : + 6,2 % ; l'écart est désormais presque nul avec le Centre (+ 6,5 %) et s'est nettement réduit avec l'ensemble de la France (+ 5,7 %). 23 597 demandeurs sont recensés pour l'ensemble des catégories A, B et C (toujours en données corrigées). Pour la première fois depuis longtemps, les rythmes entre catégorie A seule et catégories A, B, C cumulées sont très proches : + 6,4 % en un an en Loir-et-Cher pour ces dernières, + 6,5 % en région, + 6,0 % en France).

L'écart s'est de nouveau creusé entre les sexes : 3,4 points de plus pour les hommes pour l'ensemble du département, mais près de 8 points dans l'arrondissement de Blois ; à noter que les femmes sont toujours plus défavorisées en Romorantinais (6 points de plus que les hommes).

Une légère détente est constatée chez les jeunes (+ 0,8 % seulement) ; on constate même une baisse du nombre de chômeurs pour cette catégorie en Vendômois et en Blaisois (mais hausse toujours sensible en Romorantinais).

La part des demandeurs inscrits depuis plus d'un an est un peu plus faible en Loir-et-Cher (35,9 %) que dans les territoires de référence. En revanche, leur nombre augmente plus vite : + 23,8 % en un an, contre + 18,8 % dans le Centre et + 14,1 % en France.

Le nombre des nouvelles inscriptions ne cesse de se réduire : 3,1 % de moins qu'à l'automne 2012 en Loir-et-Cher, - 0,1 % dans le Centre, légère hausse en France (+ 1,3 %). Le cumul 2013 est inférieur de 4,1 % à celui de 2012 dans le département, de 3,3 % dans la région et de 1,2 % en France.

Les sorties sont en revanche un peu plus nombreuses qu'au 4ème trimestre 2012 : + 1,4 % en Loir-et-Cher (mais repli en Vendômois), davantage encore dans les territoires de référence. Le total 2013 est cependant inférieur de 1,6 % au précédent en Loir-et-Cher, alors qu'il a progressé un peu en région et dans le pays.

publié le 12/03/2014

Emploi et Marché du travail

Les recrutements en panne

Les besoins en main-d'œuvre transitant par Pôle emploi ne cessent de s'amenuiser. Au 4ème trimestre, 2 691 offres d'emploi ont été collectées, soit 15 % de moins qu'à l'automne 2012. Le repli est encore plus sévère dans le Centre (- 30 %), alors qu'il est très mesuré dans le pays (- 2 %). Pour l'ensemble de l'année 2013, le total affiche par rapport à 2012 un recul de 23 % pour le Loir-et-Cher, de 22 % pour la région et de 11 % en France.

par rapport au dernier trimestre 2012. Le repli est particulièrement marqué pour la construction (- 26 %) et assez sévère dans l'industrie (- 14 %). Le cumul 2013 s'avère cependant un peu supérieur à celui de 2012 (+ 4,1 %) ; l'augmentation constatée dans les HCR et les services fait plus que compenser la baisse dans la construction (- 12 %) et l'industrie (- 11 %).

publié le 12/03/2014

Corollairement, le nombre des embauches (hors intérim) comptabilisées par l'URSSAF accuse une baisse de 5,6 %

Hôtellerie de tourisme

Un mois de novembre 2013 en baisse

La fréquentation hôtelière cumulée sur les 11 premiers mois de l'année 2013 est en deçà de celle observée en 2012 (baisse de 1,5 % des nuitées).

Globalement, le Loir-et-Cher résiste mieux que les autres départements de la région grâce à la clientèle étrangère qui progresse de 6 %. Les nuitées françaises sont en baisse de 4 %. Il faudra attendre les résultats du mois de décembre pour confirmer la saison en demi-teinte de l'hôtellerie départementale.

En cumul à fin novembre 2013, le taux d'occupation moyen est en recul de 1,2 point (- 1,1 point en région Centre). Il s'établit à 52 % contre 55,1 % en région Centre (55,7 % en Indre-et-Loire).

publié le 26/01/2014

Conditions de vie

Le marché du logement souffre

Sans atteindre leur niveau le plus bas, les mises en chantier de nouveaux logements ont été une nouvelle fois assez peu fournies en ce 4ème trimestre (320 unités), s'inscrivant en repli de 22 % sur les réalisations de l'automne 2012. Pour une fois, le collectif s'est presque maintenu (- 6 %), tandis que l'individuel a sérieusement plongé (- 27 %). Le total régional est sensiblement soumis à la même évolution (- 23 %), mais les variations sont diamétralement inverses selon la nature des logements que dans le département. Le total de l'année 2013 est en repli de 20 % par rapport au précédent (1 151 logements commencés). Le débours est plus marqué pour le collectif (- 36 %) que pour l'individuel (- 16 %). La contraction est moindre pour l'ensemble du Centre (- 10 %). Les nouveaux permis de construire délivrés, toujours en chute, ne laissent augurer aucun redressement dans les mois qui viennent en Loir-et-Cher. Le marché immobilier départemental est d'ailleurs mal en point en cette fin d'année puisque le montant des transactions s'est brutalement replié : - 16,4 % par rapport au 4ème trimestre 2012. Le cumul 2013 ressort en baisse de 20 %. De façon assez surprenante, le montant des crédits à l'habitat continue à croître, certes faiblement (2,6 % pour le total de l'année).

Au 30 septembre, le Loir-et-Cher compte 8 575 bénéficiaires du RSA. Le rythme d'accroissement annuel s'est de nouveau accéléré pour se porter à + 13 %. Le différen-

tiel persiste en conséquence avec le Centre (+ 8,1 %) et la France (+ 7,4 %). L'augmentation est toujours plus soutenue pour les bénéficiaires sans aucune activité (+ 14,3 % dans le département, + 9,4 % pour la région, + 8,7 % pour le pays). Toutefois, la situation s'est davantage dégradée pour ceux qui travaillent (RSA activité) ; leur nombre s'est accru de 12,9 % en un an, soit 8 point de plus que dans le Centre et 13 points de plus qu'en France.

Au cours du 2ème semestre 2013, la commission de surendettement a examiné 537 nouveaux dossiers, soit 85 de plus qu'au cours des six derniers mois de 2012 (+ 18,8 %). La tendance enregistrée auparavant est donc non seulement confirmée, mais amplifiée. Là encore, l'évolution est plus modérée dans les territoires de référence, en particulier le pays (+ 2,1 % seulement). Le cumul 2013 s'inscrit logiquement en hausse sensible (+ 10,3 %), deux fois plus forte que dans le Centre alors qu'une très légère baisse est constatée au niveau national.

publié le 12/03/2014



PILOTE41

Retrouvez l'ensemble des éléments ayant trait à la conjoncture (suivi permanent, enquêtes de conjoncture, chiffres-clés actualisés en continu) sur <http://www.pilote41.fr/economie-et-conjoncture/observatoire> de la conjoncture

Réalisé avec le concours financier du Conseil Général

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT

Conception / réalisation : Observatoire

Publication électronique - Dépôt légal à parution - ISSN N° 2267-5159